Les réseaux canadiens de recherche en politiques publiques



La Société que nous voulons
BÂTIR

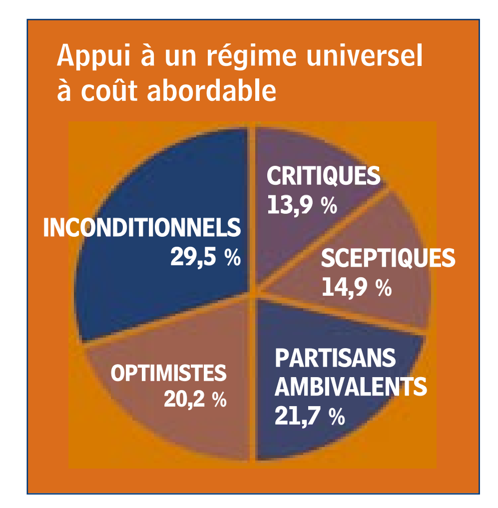
Bulletin

Numéro 5 Mai 2000

Les Canadiens expriment leurs vues sur les soins de santé

Non seulement les Canadiens veulent-ils maintenir une accessibilité universelle aux soins de santé, mais ils souhaitent aussi élargir la portée des services de soins de santé disponibles. Et ils sont disposés à en payer le prix.

Tel est le vœu largement partagé par près de 600 Canadiens qui ont participé à 57 dialogues de groupe de *La Société que nous voulons* portant sur le système de soins de santé au Canada. Au cours d'une période de quatre mois en 1999, des Canadiens de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec se sont rencontrés pour délibérer sur le type de système de soins de santé auquel ils aspiraient, ils ont échangé des idées sur les aspects du système qu'ils voudraient modifier et ils ont examiné les tensions et les compromis que différents choix pourraient comporter.



Thèmes communs

Les opinions concernant les particularités du système de soins de santé étaient largement diversifiées, mais certains thèmes communs ont néanmoins fait surface. Notamment, la majorité des participants ont exprimé leur appui à l'égard d'un système universel de soins de santé et ils étaient même disposés à payer davantage pour étendre sa protection.

Dans plus de 80 pour cent des groupes de dialogue, les participants se sont prononcés sur la nécessité d'augmenter les ressources du système de soins de santé par l'intermédiaire d'un ensemble de mesures qui comprenaient des hausses d'impôt, une réaffectation de fonds en provenance d'autres postes du budget fédéral, un renforcement de la responsabilité et une réduction du gaspillage. Et, au niveau individuel, près de 90 pour cent des groupes étaient d'avis que l'accessibilité aux soins de santé était une valeur intrinsèquement canadienne qui devait être maintenue et préservée.

Par ailleurs, les Canadiens faisant partie d'au moins la moitié des groupes favorisaient une stratégie de *prévention* en matière de soins de santé, ainsi qu'une augmentation du financement consacré aux médecines parallèles comme l'homéopathie, les services de chiropractie et la naturopathie. De plus, les participants étaient souvent d'avis que l'on pouvait faire face efficacement au problème des coûts en accordant un soutien accru aux initiatives d'information du public et de promotion de la santé ou en offrant une couverture plus étendue pour les soins professionnels à domicile, les soins de santé informels prodigués par des membres de la famille et les soins auto-administrés.

« Les Canadiens savent très bien que, même si une stratégie de prévention peut comporter des coûts immédiats et à court terme, elle représente une solution à long terme, tant sur le plan de la santé que de la responsabilité budgétaire », de souligner Joe Michalski, chercheur principal aux RCRPP. Michalski a procédé à une analyse préliminaire des réponses obtenues des groupes de dialogue.

DANS CE NUMÉRO

ISSN 1480-5936

Partisans et sceptiques

Tous n'étaient toutefois pas d'accord qu'il était encore possible de maintenir un système universel de soins de santé à coût abordable au Canada.

Comme le graphique à la page 1 l'indique, on peut classer environ la moitié des participants aux dialogues publics parmi les « inconditionnels » ou les « optimistes », c'est-à-dire qu'ils étaient confiants qu'un tel système était à la fois souhaitable et possible à maintenir. Une autre tranche de 22 pour cent des participants étaient plus ambivalents ou incertains concernant les compromis qui pourraient devoir être acceptés pour maintenir notre système de soins de santé. Un peu moins de 30 pour cent faisaient partie des « sceptiques » qui nourrissaient des doutes quant à la viabilité du système ou des « critiques » avoués qui croyaient que des tensions divergentes pour assurer l'accessibilité allaient se traduire par des compromis sur le plan de la protection accordée, de l'accessibilité ou des deux à la fois. Les participants plus âgés, notamment ceux de plus de 35 ans, avaient tendance à se retrouver parmi les inconditionnels et les optimistes, tandis que les plus sceptiques appartenaient généralement aux groupes plus jeunes.

Maintenir ou augmenter le financement

Dans l'ensemble, le thème principal des délibérations parmi les groupes de dialogue fut celui du financement des soins de santé qui, selon les participants, devrait au moins être maintenu et peut-être même accru. Dans les faits, environ les trois quarts des participants étaient d'accord avec l'énoncé suivant : « Il est plus important pour nous d'assurer l'accessibilité à tous les services médicalement nécessaires que de songer continuellement à réduire les coûts du système ».

Les participants dans plusieurs groupes étaient convaincus que l'accessibilité pouvait être assurée en partie par l'intermédiaire d'une augmentation de la disponibilité des services ou, dans certains cas, par une protection élargie pour différents services. Parmi les facteurs importants susceptibles d'améliorer l'accessibilité au système de soins de santé qui furent mentionnés pendant les délibérations figuraient les suivants : augmentation du nombre de travailleurs de la santé; accessibilité aux médecines parallèles et à des pratiques médicales innovatrices; et, enfin, assurer la souplesse, l'intégration et l'efficience du système.

Au moins la moitié des groupes ont insisté sur l'importance d'augmenter le financement consacré aux mesures préventives et de stimuler la promotion de la responsabilisation personnelle ou des consommateurs. D'autres groupes ont soulevé la question des « frais modérateurs » comme moyen d'assurer la responsabilisation et de maintenir la solvabilité.

« Les gens semblent dire que si des médecines parallèles et des mesures de prévention sont à la fois efficaces *et* efficientes, elles devraient alors recevoir notre appui », d'indiquer Michalski. « Mais, par ailleurs, les gens souhaitent aussi voir s'instaurer une plus grande responsabilisation. Ils appuient l'expansion des services et l'adoption de pratiques innovatrices qui reflètent les réalités modernes actuelles des soins médicaux, mais ils veulent aussi qu'on leur démontre que ces méthodes sont efficaces. De plus, ils souhaitent également qu'on leur prouve que les gens qui assurent la prestation des services de soins de santé – et ceux qui les utilisent – se comportent de façon responsable ».

Indicateurs de réussite et prochaines étapes

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils considéreraient comme des preuves de réussite, les participants ont mentionné trois indicateurs importants : une amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité de services de soins de santé, une augmentation des ressources du système de soins de santé et des preuves d'une limitation des coûts. Parmi d'autres indicateurs de réussite figuraient une plus forte insistance sur des mesures de prévention, une protection accrue sur un éventail plus large de services, une hausse du financement consacré aux médecines parallèles et une utilisation moindre des services de médecins et du système de soins de santé en général.

Les participants aux groupes de dialogue ont indiqué clairement que la société *qu'ils* veulent doit assurer l'accès à tous au système de soins de santé. « Et ils ne veulent pas uniquement assurer le maintien de ce système », d'ajouter Michalski. « Une majorité d'entre eux souhaitent une expansion du système afin d'assurer l'accès à un plus large éventail de services, même si cela comporte une hausse des coûts. Telle est la constatation ultime qui se dégage de ces délibérations ».

Bâtir des compétences et une vision communautaire par l'intermédiaire du dialogue public

Les participants au dialogue public – les personnes qui se réunissent pour participer à une discussion de questions qu'elles jugent importantes – sont les fondements de *La Société que nous voulons*. « Leurs voix permettent à la recherche sur les politiques des RCRPP de s'ancrer dans les réalités de la vie », de souligner Miriam Wyman, coordonnatrice de projet.

Depuis le lancement de la deuxième phase de *La Société que nous voulons* au début de 1999, près de 1 000 Canadiens ont discuté de notre système de soins de santé et de l'avenir du travail rémunéré dans plus de 90 groupes de dialogue à la grandeur du pays. Et l'un des aspects qui se dégage clairement de ces initiatives, c'est que le dialogue public est une voie à deux sens. Même si les Canadiens qui participent aux groupes de dialogue contribuent à enrichir et à éclairer nos recherches, les réactions que nous recevons des

suite page 8

Jeter les bases d'avenir du dialogue

La majorité des parents au Canada vivent cette expérience. Ils prennent soin et voient à l'éducation de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils deviennent de jeunes adultes et ils suivent ensuite avec intérêt et fierté leur départ de la maison pour aller explorer un monde de plus en plus vaste et y faire leur marque.

Nous avons pu constater que la mobilisation des citoyens et le dialogue public engendrés par *La Société que nous voulons* représentent plus qu'un simple outil de recherche. Ce processus est en mesure de transformer la façon dont les citoyens interagissent les uns avec les autres et avec leur gouvernement et il peut même changer la nature de la démocratie. Les RCRPP ont consacré des ressources à des travaux de développement en vue de contribuer à faire du dialogue public un instrument viable de consultation publique pour les gouvernements, les organismes bénévoles et peut-être aussi les entreprises.

Établie à l'intérieur des RCRPP, *La Société que nous voulons* a pris son essor grâce aux efforts bénévoles d'une armée de personnes dévouées et d'organismes communautaires d'un bout à l'autre du pays. La plupart des animateurs étaient des bénévoles et plusieurs des groupes furent parrainés par des organismes bénévoles.

Mais *La Société que nous voulons* et ses partenaires réalisent que si le dialogue public doit être utilisé comme un instrument générique pour susciter la participation du public, il doit être structuré différemment. Cette ligne de pensée a incité les RCRPP à lancer la prochaine étape du projet de dialogue public dont l'objectif consiste à faire du dialogue public un choix pratique pour des organisations – comme le gouvernement fédéral – qui se proposent de consulter les citoyens (voir l'encadré ci-contre).

« Si le dialogue public doit parvenir à l'âge de la maturité », d'indiquer Judith Maxwell, présidente des RCRPP, « nous devrons créer une organisation qui aura la capacité d'entreprendre des consultations nationales complexes dans de courts laps de temps. Cette organisation devra être en mesure de mobiliser des équipes d'animateurs qualifiés, créer des guides multilingues sur les questions à étudier, rassembler des échantillons de Canadiens représentatifs pour participer aux dialogues et conclure des ententes avec des équipes de spécialistes pour effectuer l'analyse dans de courts délais ».

Ce défi qui nécessite une forte intensité de ressources dépasse toutefois la portée de la mission des RCRPP. Donc, l'équipe chargée de la prochaine étape du dialogue public a commencé à examiner la possibilité de créer un nouvel organisme à but non lucratif qui pourrait transformer *La Société que nous voulons* et la faire passer d'une initiative à l'échelle locale à un instrument à portée plus vaste de prise de décision et de participation nationale à un dialogue public. Cet organisme – un Centre de dialogue public – deviendrait un centre d'excellence chargé de mettre au point des instruments qui se prêteraient aussi bien à des dialogues en face à face qu'à des échanges en direct et qui entreprendrait des consultations nationales avec les citoyens.

L'équipe chargée de la prochaine étape du dialogue public continue de peaufiner sa vision du Centre de dialogue public. Des analyses de faisabilité en profondeur devront être entreprises avant de procéder au lancement officiel d'un tel centre. Entre-temps, *La Société que nous voulons* et le dialogue public continueront de représenter un segment important des travaux des RCRPP et deux de ses outils de recherche originaux.

Pour de plus amples renseignements sur le Centre de dialogue public, veuillez communiquer avec Miriam Wyman à La Société que nous voulons.

De nouveaux instruments pour faciliter l'interaction entre les citoyens et l'État

L'équipe chargée de la prochaine étape du dialogue public s'est employée à mettre au point des instruments visant à faciliter et à renforcer l'interaction entre les citoyens et leurs gouvernements.

À cette fin, on a procédé à la préparation, d'une part, d'un guide d'introduction au dialogue public et, d'autre part, d'un manuel d'utilisation contenant une description détaillée des diverses étapes du processus de dialogue public. Les deux documents se fondent sur les enseignements tirés du projet *La Société que nous voulons* qui fut réalisé avec l'appui de 18 organismes et ministères fédéraux participants.

Pour de plus amples renseignements ou pour commander des exemplaires des deux documents, veuillez vous adresser à Miriam Wyman de La Société que nous voulons.

Interface en direct pour la prochaine génération de dialogue public

La technologie Internet a permis à la formule du dialogue public de passer à l'étape de l'univers « virtuel ». Les responsables de *La Société que nous voulons* et de la prochaine étape du projet de dialogue public examinent conjointement les possibilités de passer à une autre génération de dialogue public en utilisant une interface en direct.

En novembre 1999, 11 personnes ont participé à une discussion par voie électronique en temps réel portant sur l'évolution du monde du travail rémunéré au Canada. David Shulman – membre du Democracy Education Network et conseiller national de *La Société que nous voulons* – fut l'animateur de la discussion. La technologie en ligne, a-t-il dit, offre des possibilités prometteuses pour l'avenir du dialogue public. Mais elle pose aussi d'importants défis pour le processus.

« La technologie Internet se prête à des échanges brefs et saccadés – les gens ont tendance à exprimer leur opinion en tapant un message et en le transmettant au destinataire. Mais le dialogue public nécessite un processus de délibération et de discussion en profondeur. Et l'Internet n'a pas encore prouvé qu'il pouvait être efficace à cet égard ».

Pour faire de l'Internet un moyen de communication utile pour le dialogue public, d'indiquer Shulman, il faudra adapter la technologie pour répondre aux normes élevées du dialogue délibératif qui caractérise *La Société que nous voulons*. « Il nous faut explorer les possibilités d'une technologie orientée vers le dialogue par opposition à un dialogue dicté par la technologie ».

Les dialogues en direct soulèvent aussi des questions d'accessibilité et d'équité. Les participants aux essais de dialogue en direct possédaient des habiletés diversifiées sur le plan de leurs connaissances en matière de politiques, de leurs aptitudes à utiliser l'ordinateur, de leur situation économique, de leurs niveaux de connaissance linguistique et de leur accessibilité à un ordinateur. Au moins les deux tiers des participants ne possédaient pas d'ordinateur mais ils avaient accès à l'ordinateur d'un établissement comme une bibliothèque, une école ou un Centre d'emploi du Canada.

À l'avenir, d'ajouter Shulman, les dialogues en ligne pourront dans les faits contribuer à rendre les règles du jeu plus équitables pour la participation des citoyens. Par exemple, des dialogues en ligne pourront offrir un moyen de participation aux personnes qui sont moins mobiles ou qui habitent dans des régions éloignées. Et l'utilisation d'un clavier pour communiquer pourrait permettre aux participants dont la langue maternelle n'est pas le français (ou l'anglais) de dialoguer avec plus de confiance que s'ils participaient à une discussion orale.

« Il fut intéressant de constater la mesure dans laquelle la nouvelle technologie a facilité un dialogue qui n'aurait peut-être pas pu se dérouler dans le cadre d'échanges en face-à-face ».

Bienvenue au COIP et à Innovaction

La Société que nous voulons est fière d'accueillir le Centre ontarien d'information en prévention (COIP) et son pendant, Innovaction, parmi les membres de son Comité consultatif. Les conseillers nationaux appuient *La Société que nous voulons* en lui prodiguant des conseils, en contribuant à étendre son rayonnement et en l'aidant à parrainer des dialogues partout au pays.

Le COIP forme le point central d'un réseau de ressources axé sur la promotion de la santé et il sert d'organisme de coordination pour toute une gamme de centres provinciaux de promotion de la santé en Ontario. Innovaction offre des services de consultation aux secteurs bénévole, gouvernemental et à but non lucratif, y compris le Réseau canadien de la santé, le nouveau centre de ressources d'information en direct sur la santé mis sur pied par Santé Canada.

« Compte tenu de l'accent que nous mettons sur l'établissement de partenariats et de canaux de communication, le COIP semble être un allié naturel de *La Société que nous voulons* », d'indiquer Suzanne Schwenger, gestionnaire auprès du conseil du COIP. « Le dialogue public – qui permet de rejoindre des Canadiens par des moyens nouveaux et innovateurs – est un processus auquel nous nous intéressons vivement. Le COIP a de fortes racines dans la communauté et il s'emploie à établir des coalitions; nous avons donc été fascinés par la capacité du projet de donner au développement de la conscience communautaire une envergure nationale qui contribue à influencer le processus d'élaboration de politiques ».

Apprendre à se mobiliser : les Canadiens dans une société civile mondialisée

Comment les citoyens peuvent-ils attirer l'attention des gouvernements sur les questions qui les préoccupent ? Dans quelle mesure l'État est-il « mobilisable »? Ces questions ont fait surface dans le cadre de la participation des RCRPP et de *La Société que nous voulons* au projet de la Commonwealth Foundation portant sur la société civile et le nouveau millénaire.



Miriam Wyman accorde une entrevue à Michael Als dans le cadre du Forum du Commonwealth sur les ONG.

En 1999, plus de 40 pays ont participé conjointement à l'examen de moyens de renforcer la démocratie et le développement axé sur le citoyen pendant le nouveau millénaire. *Learning to Engage: Experiences with Civic Engagement in Canada* représente l'apport du Canada à cette initiative.

Rédigé par Miriam Wyman, David Shulman et Laurie Ham, ce rapport fut présenté au troisième forum du Commonwealth sur les ONG qui s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud, en novembre 1999, et il fera partie du programme de la conférence de l'International Association for Public Participation qui se tiendra à Washington (D.C.), en mai 2000.

Learning to Engage contient un exposé de six études de cas portant sur la participation des citoyens dans le contexte canadien.

« Nous avons considéré la participation des citoyens sous trois angles différents », de souligner Wyman, coordonnatrice de projet pour *La Société que nous voulons*. « Nous avons examiné non seulement de quelle façon les gouvernements s'y prennent pour mobiliser les citoyens mais aussi comment les *citoyens* s'emploient à attirer l'attention des *gouvernements* sur les questions qui les préoccupent. Et nous avons considéré la façon dont les Canadiens se démènent pour se faire entendre dans une économie de plus en plus mondialisée, où les règles de participation des citoyens s'écrivent à mesure que nous parlons ».

Les prochaines étapes consistent à encourager les gens à se pencher sur les questions de la société civile et à commencer à identifier les collectivités et les organisations qui parviennent à trouver des moyens de mobiliser les gouvernements à l'échelle locale.

« Les gouvernements auront toujours les ressources pour être en mesure de mobiliser les citoyens si et quand ils sentent le besoin de le faire », d'indiquer Shulman. « Mais comment les citoyens doivent-ils s'y prendre pour créer des lignes de communications plus permanentes avec leurs élus ? Comment peut-on concevoir un processus d'élaboration de politiques qui permettrait aux citoyens d'y participer à volonté et sur une base régulière, au lieu d'agir sous l'impulsion de mouvements de protestation ou de campagnes politiques ? »

La réaction au projet sur la *société civile* de la part des pays du Commonwealth qui y ont participé a été nettement positive. En février 2000, des délégués des pays participants se sont réunis au Royaume-Uni pour considérer les prochaines étapes et pour proposer un programme axé sur les citoyens et la gestion publique à la Commonwealth Foundation.

Learning to Engage: Experiences with Civic Engagement in Canada *pourra être consulté à partir du site Web des RCRPP au :* www.rcrpp.org. *Pour de plus amples renseignements sur la* Société civile et le nouveau millénaire, *veuillez visiter le site Web de la Commonwealth Foundation au :* www.commonwealthfoundation.com

Dialogue public sur les ondes de Vision TV

Vision TV, l'un de nos conseillers nationaux, a mis le dialogue public à son horaire dans le cadre d'une nouvelle émission de télévision innovatrice. Et *La Société que nous voulons* est fière d'avoir joué un certain rôle dans cette initiative créatrice.

Tous les mercredis, les auditeurs de toutes les confessions – en fait, même ceux qui n'en ont aucune – sont invités à participer à un forum interactif à la télé pour soumettre leurs préoccupations, leurs questions ou leurs problèmes spirituels à un groupe de conseillers. La « tribune téléphonique » fait partie de *Skylight*, une émission d'affaires humaines diffusée quotidiennement par la chaîne Vision TV. Cette chaîne a pour mission de faire la lumière et de stimuler les réflexions sur un large éventail de confessions et de religions pratiquées par les Canadiens.

Les participants aux groupes de dialogue de *La Société que nous voulons* furent parmi les premiers interlocuteurs à se faire entendre sur les ondes.

« Au moment du lancement de l'émission, il nous a fallu solliciter des

suite page 7

Technique d'enseignement évoluée : participation d'étudiants au dialogue public

Le dialogue public ne s'harmonise pas toujours avec la perception que nous avons de l'enseignement universitaire « traditionnel », de souligner Ernie Lightman, professeur de politique sociale à l'Université de Toronto. Mais les étudiants aux campus de Toronto remettent en question les méthodes d'enseignement traditionnelles en participant à *La Société que nous voulons.*

« Les méthodes d'enseignement traditionnelles n'ont pas un caractère tellement interactif », de dire Lightman. « Elles s'appuient souvent sur le mythe selon lequel le professeur possède toutes les connaissances qu'il transmet aux cerveaux vides que sont les étudiants. Il est regrettable qu'une bonne partie de l'enseignement universitaire, avec son insistance sur les examens, la mémorisation et la régurgitation de l'enseignement reçu, ne laisse pas vraiment de place à une participation de la clientèle. Mais, pour toute forme d'enseignement évoluée, le dialogue public est absolument essentiel ».

Les étudiants de Lightman inscrits au programme de maîtrise en service social à l'Université de Toronto ont participé à des groupes de discussion en novembre dernier. À l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, les étudiants du troisième cycle en éducation des adultes du professeur Daniel Schugurensky ont utilisé les dialogues publics de *La Société que nous voulons* comme moyen de comprendre l'éducation civique. Et à l'Université York, les étudiants en service social de la professeure Arlene Herman ont organisé récemment des dialogues sur le système de soins de santé dans le cadre de leur cours portant sur la promotion de l'intérêt public.

Les trois enseignants conviennent que le dialogue public est un outil pédagogique qui aide les étudiants à comprendre la démocratie, la participation des citoyens et l'action sociale. Mais la participation au processus donne aussi la chance aux étudiants de perfectionner leurs compétences dans les domaines de l'animation et de la facilitation des discussions et dans l'apprentissage de la façon de diriger leurs propres dialogues publics.

« Les groupes n'entendent pas susciter un débat mais ils visent plutôt à créer une atmosphère de respect de façon à permettre aux participants de présenter une diversité d'opinions. Et il s'agit là d'une compétence capitale pour des travailleurs sociaux », de souligner Herman. « Dans leurs échanges avec les citoyens et leurs clients, ils doivent comprendre qu'il y a une multitude de "vérités" et être en mesure d'établir une atmosphère de respect dans le contexte de laquelle les gens ont la sensation de pouvoir exprimer leurs vues ».



Des étudiants de l'Université York discutent du système de soins de santé canadien.

L'éducation civique est aussi une dimension importante de l'éducation des adultes, d'indiquer Schugurensky, dont les recherches s'intéressent à la vie civique, à l'apprentissage et à la démocratie de participation. Il souligne que le Canada possède une longue tradition de mise au point d'excellents programmes d'éducation civique, comme le Forum des citoyens, organisés dans la période de l'après-guerre par la société Radio-Canada et l'Association canadienne d'éducation des adultes pour promouvoir le dialogue public à la grandeur du pays.

« À l'heure actuelle, toutefois, il semble y avoir une diminution des types de programmes qui favorisent activement la participation aux affaires publiques. *La Société que nous voulons* est un très bon exemple de la façon dont le dialogue public peut être organisé. Les groupes de dialogue ont permis aux étudiants d'acquérir le savoir-faire pour entreprendre leurs propres dialogues publics, mais ils se sont avérés aussi une source d'inspiration. Les étudiants ont pu constater qu'il était possible d'influencer le changement ».

Les étudiants ont manifesté de l'enthousiasme à l'égard du processus de dialogue et ils se sont engagés dans des discussions animées, en mettant à profit leurs connaissances pour présenter des propositions innovatrices en matière de politiques. Les étudiants de la professeure Herman, par exemple, ont abordé la question des soins de santé sous l'angle du service social qui s'intéresse aux déterminants sociaux de la santé.

« Ils ne se sentaient pas à l'aise de parler des soins de santé à moins de les rattacher aux autres aspects des préoccupations sociales », d'indiquer Herman. « Leur perception de la politique des soins de santé était influencée par leur compréhension de l'interdépendance entre les questions de soins de santé et l'ensemble des conditions économiques, sociales et politiques. Et cette réalité s'est reflétée dans les discussions ».

Plusieurs étudiants n'avaient pas une idée claire de la façon dont, le cas échéant, leurs points de vue et leurs expériences pourraient influencer la prise de décision des pouvoirs publics.

« Le processus politique peut, dans bien des cas, être insensible à l'apport des citoyens », d'ajouter Lightman. « Mais un premier pas vers une remise en question de cette insensibilité consiste à faire appel à des outils et à des dialogues comme *La Société que nous voulons*, qui permettent à des collectivités et à des personnes de se rassembler pour commencer à parler de questions qui les concernent tous ».

Pour de plus amples renseignements sur l'organisation d'un dialogue public dans votre session de cours universitaire, veuillez communiquer avec Miriam Wyman à La Société que nous voulons.

Le dialogue public aide à façonner la recherche sur le travail

Les groupes de dialogue de *La Société que nous voulons* permettent aux chercheurs et aux décideurs d'obtenir directement l'opinion des Canadiens sur des questions qui les préoccupent, comme le système de soins de santé et l'emploi. Et ce type de participation des citoyens est indispensable puisque les RCRPP entreprennent des recherches sur des politiques qui touchent tous les Canadiens.

« *La Société que nous voulons* est un instrument valable à bien des égards », d'indiquer Graham Lowe, directeur du Réseau de la main-d'œuvre des RCRPP. « Cette formule permet d'aller au-delà de l'atmosphère raréfiée qui entoure l'élaboration des politiques à Ottawa pour mettre à profit les expériences vécues par les citoyens et elle nous donne la possibilité de mobiliser les citoyens et de les inviter à valider les questions que nous jugeons importantes dans le contexte de nos recherches. Les résultats provenant des groupes de dialogue sont intégrés à nos recherches et contribuent à façonner les projets ».

Graham Lowe

Ce printemps, par exemple, au moment de l'élaboration d'un projet sur des indicateurs de qualité de l'emploi, le Réseau de la main-d'œuvre utilisera les réactions recueillies lors des dialogues de *La Société que nous voulons* pour lui permettre de déterminer les priorités des Canadiens sur la question du travail rémunéré. Et Lowe considère d'intégrer un volet de dialogue public aux projets futurs du Réseau de la main-d'œuvre. « Ces types de discussions offrent la possibilité d'être des instruments de recherche très puissants ».

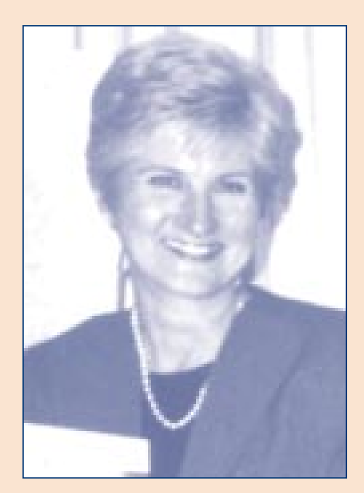
La Société que nous voulons vous invite à ajouter votre voix au dialogue en organisant ou en participant à un groupe de dialogue. Le guide intitulé « S'adapter à l'évolution du monde du travail rémunéré » peut être obtenu en s'adressant à *La Société que nous voulons.*

Suite de la page 5

gens pour placer les premiers appels », d'indiquer Rita Deverell, réalisatrice principale de l'émission *Skylight*. « Il était très important pour nous de faire appel à des groupes qui comprenaient et avaient l'habitude de participer à un dialogue public et de faire part de leurs opinions et de leurs préoccupations dans une tribune libre. Nous avons donc sollicité la collaboration de gens qui connaissaient le processus de dialogue public comme les participants à *La Société que nous voulons* ».

Si vous désirez participer à la « tribune téléphonique », veuillez composer le 1-888-321-2567, ou visiter le site Web de Vision TV à www.visiontv.ca

Nos adieux à Rhonda Ferderber



En décembre 1999, *La Société que nous voulons* faisait ses adieux au gestionnaire de projet, Rhonda Ferderber, qui retournait à Santé Canada après un détachement d'une durée de 20 mois aux RCRPP. Même si Rhonda nous a quittés, elle a laissé une empreinte indélébile à *La Société que nous voulons*.

« Rhonda a vraiment contribué à transformer *La Société que nous voulons* », de souligner Judith Maxwell, présidente des RCRPP. « Suite à son apport, les nouvelles trousses ont permis de démontrer qu'il est possible d'obtenir des résultats de recherche solides d'un processus qui fait une large place à la spontanéité, tout en encourageant la créativité. Les RCRPP dans leur ensemble ont vraiment pu tirer avantage de ses idées ».

« Rhonda fut l'architecte qui a présidé aux travaux de la deuxième étape du projet », d'indiquer Miriam Wyman, coordonnatrice de projet. « Avec des ressources et un personnel limités, elle a évalué ce qu'ont pu nous apprendre les deux premières années du projet et elle a ensuite repensé en profondeur la façon de concevoir les trousses et d'analyser les résultats. Sa stratégie consiste à creuser une question, à concevoir un projet et à le réaliser avec compétence, patience et bonne humeur ».

Nous souhaitons à Rhonda la meilleure des chances et nous la remercions de son apport permanent à *La Société que nous voulons.*

Suite de la page 2

participants et des animateurs illustrent sans l'ombre d'un doute que les citoyens profitent aussi directement et indirectement des occasions de se rencontrer pour délibérer sur des questions qui les préoccupent.

Les groupes de dialogue peuvent, par exemple, permettre aux gens d'acquérir des compétences qu'ils peuvent ensuite appliquer à d'autres domaines de la participation des citoyens. Et ils créent un milieu à l'intérieur duquel les gens peuvent s'exprimer sans crainte de représailles.

Par exemple, Carol Aird a animé une rencontre au Women's Health Care Centre de Peterborough, en Ontario.

« Les dialogues ont permis aux participantes de s'exprimer en toute sécurité sur des questions passablement délicates », a-t-elle dit. « Et pour que la démocratie revête un caractère véritablement participatif, vous devez donner aux gens l'estime de soi, les habiletés et les renseignements qui leur permettent de participer. *La Société que nous voulons* peut fournir la formule pour parvenir à cette fin. Elle permet de soulever des questions, mais elle permet aussi d'acquérir des compétences qui rendent les gens mieux en mesure de participer au processus démocratique ».

Le dialogue permet aussi de développer la conscience communautaire et de susciter des possibilités de changement par l'intermédiaire des délibérations entre les participants.

Audrey Salahub, qui fut appelée à animer plusieurs groupes de dialogue sur le système de soins de santé en Colombie-Britannique entre mai et août 1999, décrit l'un des aspects les plus remarquables du dialogue délibératif comme étant son aptitude à inciter les gens à remettre en question – et parfois même à modifier – des opinions bien ancrées. Par exemple, une participante s'est présentée à un dialogue avec la ferme conviction que les Canadiens qui avaient personnellement les moyens de payer pour leurs propres soins de santé devraient être en mesure de le faire.

« À la fin de la rencontre, son opinion s'était complètement modifiée », d'indiquer Salahub. « Et ce type de revirement radical – d'une opinion personnelle à une vision collective – ne peut se produire que par l'intermédiaire d'un dialogue. Lorsque nous avons commencé à parler des questions de soins de santé et de la façon dont celles-ci nous touchaient en tant que collectivité, elle est devenue partie intégrante de la communauté. Elle s'est présentée avec son individualité et, en repartant, elle était devenue membre de la communauté. Il ne s'agit pas d'un changement qui peut s'opérer à la suite d'un sondage ou d'une enquête d'opinion publique ».

La Société que nous voulons

La Société que nous voulons est un projet de dialogue public à l'échelle nationale dans le cadre duquel des Canadiens se rencontrent pour échanger et réfléchir sur les enjeux qui contribuent à façonner l'avenir de leur pays. Les gens se rencontrent en petits groupes, dirigés par un animateur, pour participer à un dialogue axé sur des questions économiques et sociales de première importance. Les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques utilisent les résultats de ces dialogues dans leurs travaux de recherche, qu'ils partagent avec des participants, des gouvernements, des associations communautaires, des organismes nationaux, des médias et d'autres groupes de recherche. De cette façon, *La Société que nous voulons* permet aux Canadiens de se faire entendre sur des questions qu'ils jugent des plus importantes et de les porter à l'attention des décideurs.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur *La Société que nous voulons* et les RCRPP, consulter notre site Web :

http://www.rcrpp.org

This information is also available in English.
Telephone : (613) 567-7500

Pour commander les guides « S'adapter à l'évolution du monde du travail rémunéré » et « Le système de soins de santé », s'adresser à *La Société que nous voulons.*

La Société que nous voulons
250, rue Albert, suite 600
Ottawa (Ontario) K1P 6M1
Téléphone : (613) 567-7500
Télécopieur : (613) 567-7640

Miriam Wyman
Coordonnatrice de projet
Téléphone : (416) 413-0347
Télécopieur : (416) 961-6825
Courriel : mwyman@cprn.org

Équipe de rédaction et de production du bulletin :

Miriam Wyman
Joe Michalski
Susan Goldberg
Lori Victor

